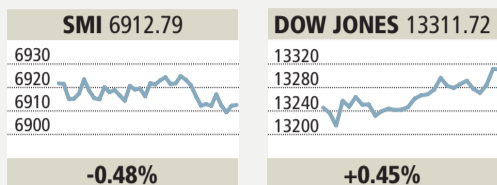


L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

NEW YORK STOCK EXCHANGE - EURONEXT
Repris par un concurrent
localisé à Atlanta (ICE) **PAGE 23**

JA-PP/JOURNAL — CASE POSTALE 5031 — CH-1002 LAUSANNE



LE CONSEIL DE DIVESA CONTRE LA FINMA

Recours collectif dans l'affaire Supra

PAGE 5

LES ACCORDS LIBÉRATOIRES AVEC LONDRES

Premier versement en janvier

PAGE 4

VENTE D'EASTERN PROPERTY HOLDINGS

Valartis recentre ses activités

PAGE 5

STRATÉGIE FÉDÉRALE D'ARGENT BLANC

Le commentaire de procédure

PAGE 4

VENDÉE GLOBE CHALLENGE À GENÈVE

L'ambiance Dominique Wavre

PAGE 24

EXCÉDENT MENSUEL DE TROIS MILLIARDS

Le commerce extérieur flambe

PAGE 8

LA RECHERCHE DE FIRMENICH À GENÈVE

Vers une révolution génétique

PAGE 7

RAPPEL: FERMETURE DE FIN D'ANNÉE

Prochaine parution le 3 janvier

Communication très évolutive



OLIVIER VARIN. On ne répètera jamais assez que l'innovation n'est pas qu'une question de technologies.

La start-up Boost your Communication propose du conseil en stratégie de communication basé sur une méthode de gestion de projet utilisée dans l'informatique. La jeune société a intégré la semaine dernière l'incubateur de Fribourg. **PAGE 6**

www.vontobel.ch/privatebanking

Actions ou obligations?

En ces temps difficiles, il est important de pouvoir compter sur un partenaire financier capable de répondre à vos questions, de réagir rapidement et d'investir dans des placements solides offrant un bon potentiel. C'est ainsi que nous entendons le Private Banking, car nous savons que la confiance repose sur la performance.

Nous avons les réponses à vos questions: 022 809 91 57
Vontobel Private Banking à Bâle, Berne, Genève, Lucerne, Zurich



Private Banking
Investment Banking
Asset Management

Performance creates trust

L'improbable piste chinoise s'est finalement concrétisée

SWISSMETAL. Reconvilier et Dornach reviennent à la société d'investissement Baoshida (candidate depuis mai).

Les sites de production de Swissmetal à Reconvilier et à Dornach sont passés en mains chinoises. Ils ont été repris par la filiale suisse du groupe Baoshida Holding. L'acquéreur s'est engagé à reprendre toutes les ressources humaines. La vente, dont le montant n'a pas été communiqué, a été approuvée par le commissaire au sursis concordataire, a annoncé hier Swissmetal Industries. Le groupe chinois reprend les locaux, les installations, les stocks

ainsi que la propriété intellectuelle de la marque Swissmetal. Le nouveau propriétaire acquiert aussi les terrains qui appartiennent au groupe soleurois à Reconvilier. A Dornach, en revanche, les terrains restent propriété de Swissmetal. L'intérêt de cette société de participation chinoise pour Swissmetal date de plusieurs mois. Baoshida Suisse s'était inscrite au registre du commerce le 9 juillet dernier. Doté d'un capital-actions

d'un million de francs, la société a établi son siège social à Reconvilier (BE). Le conseil est présidé par Shang Xingjun, qui n'est autre que le directeur général du groupe Baoshida Holding. Selon la Feuille officielle suisse du commerce, Baoshida (Suisse) a pour objectif la production et la vente de matériaux synthétiques et de machines. C'est Swissmetal qui avait rendu public en mai le nom de cet acquéreur potentiel

chinois pour les sites de Dornach et de Reconvilier après le retrait du français le Bronze industriel. Les autorités communales avaient joué un rôle de facilitateur dans la recherche de locaux pour abriter le siège social. «Nous avons montré notre volonté d'accueillir ce groupe chinois, expliquait alors le maire de la commune du Jura bernois. C'est la fin de l'incertitude. Cette opération montre que l'industrie suisse a du potentiel, et Swissmetal aussi.» **SUITE PAGE 6**

ENQUÊTE POUR BLANCHIMENT À GENÈVE

L'argumentaire de Viktor Khrapunov

L'ancien maire d'Almaty (ex-capitale du Kazakhstan) de 1997 à 2004 estime que le président kazakh tente de manipuler les médias et la justice suisses. Et proclame sa bonne foi dans un entretien. **PAGE 7**



Le monde meilleur avec DSK

Le conspirationnisme à propos du FMI n'est pas le plus inintéressant.

LEVI-SERGIO MUTEMBA

La chute brutale de Dominique Strauss-Kahn, directeur du Fonds monétaire international jusqu'au 19 mai 2011, a-t-elle été le résultat d'un règlement de compte, d'une mise à l'écart organisée? Après ce que l'on sait aujourd'hui des incroyables manipulations du Libor, il ne faut pas s'étonner que les thèses conspirationnistes gagnent en crédibilité.

Le Français Strauss-Kahn voulait réformer le Fonds monétaire international en profondeur. Ses approches macro-économiques, ses doctrines. En vue d'instaurer ce qu'il considérait comme un système financier mondial plus solide, plus équilibré. Il n'en fallait peut-être pas plus pour se faire de solides inimitiés. Du côté des Etats-Unis en particulier.

Depuis l'arrivée (et le départ) de (DSK), le FMI n'est d'ailleurs plus le même. La volonté de réformes depuis au moins 2011 y est particulièrement marquée, comme l'atteste les nombreux rapports sur le changement de cap de l'institution. Dernier en date: celui qui évoque l'application sérieusement envisagée d'un contrôle des capitaux (lire L'Agefi du 19 décembre).

Cette conception restrictive des échanges est évidemment opposée à celle qui a prévalu depuis la création du Fonds monétaire en juillet 1944. Mais renforcer le contrôle des capitaux n'est pas ce qui représente le tournant le plus déterminant. Venir à bout du dollar comme référence mondiale et moyen de paiement exclusif des matières premières, voilà un changement qu'il pouvait valoir la peine de prévenir. Du moins si l'on se place du côté de ceux qui créent le dollar: la Réserve fédérale et tout son système bancaire. Sans parler du complexe industriel militaire, qui ne souhaite surtout pas devoir hedger ou couvrir ses positions de change lors de l'importation de matériaux de base.

Des quatre grands axes de réformes du FMI, c'est probablement celui relatif aux droits de tirages spéciaux (DTS) qui est le plus controversé aux Etats-Unis. Les DTS ont été créés pour remplacer l'or monétaire dans les transactions internationales entre Etats, pour surmonter l'impasse de la limite fixe de quantité mondiale d'or. Dans la pratique, également appelés «or papier», les DTS sont des crédits que les nations affluant des excédents commerciaux peuvent tirer des nations enregistrant des déficits. Que souhaitait au juste Dominique Strauss-Kahn à ce sujet? Accentuer le rôle des DTS en passant

par une augmentation significative des volumes d'échanges, ce qui tendrait à atténuer la nécessité d'accumuler des réserves de devises (au premier rang desquelles le dollar américain). Tout est dans le communiqué officiel du FMI daté du 11 février 2011 (trois mois avant l'arrestation du directeur à New York): «L'émission d'obligations libellées en DTS pourrait mener à la création d'une nouvelle classe d'avoirs de réserve et leur utilisation comme unité de facturation des échanges commerciaux et de libellé des avoirs financiers offrirait une protection contre la volatilité des taux de change.» On peut comprendre la «volatilité des taux de changes» comme une manipulation légale du dollar par la Fed, surtout en temps de crise. Les intentions de Strauss Kahn ne sont guère réductibles à une simple réforme. Il s'agit d'une véritable déclaration de guerre économique et financière, motivée en premier lieu par la défense des

intérêts hors-dollar. DSK le formule lui-même de manière assez explicite: «Il ne faut pas voir dans la réforme du système monétaire un simple exercice académique ou abstrait. Elle est liée aux efforts que nous déployons pour parvenir au type de reprise durable et équilibrée dont le monde a besoin, et elle est liée à la prévention de nouvelles crises.»

Les principaux intéressés par la démarche sont certainement les Chinois. C'est leur économie qui a le plus à gagner de l'abandon du dollar comme unité internationale de compte et de réserve. Pour autant que le billet vert trouve un remplaçant fiable.

Qu'on se souvienne de l'essai paru en 2009, Réformer le Système Monétaire International, écrit par Zhou Xiaochuan, gouverneur de la banque centrale de Chine. Il dénonce «l'absurdité objective du système monétaire international en vigueur». Ce n'est pas pour rien que DSK a cherché à rehausser le rôle des partenaires émergents. **PAGE 21**

LINDEGGER
OPTIQUE
maîtres opticiens

Genève www.lindegger-optic.ch



9 771421 948004 5 0051

La justice kazakhe mise en cause

VIKTOR KHRAPUNOV. L'ancien maire d'Almaty (ex-capitale du Kazakhstan) de 1997 à 2004, fait l'objet d'une enquête pour blanchiment en Suisse à la demande des autorités kazakhes. Il dénonce un acharnement.

Le Ministère public genevois a ouvert une procédure pour blanchiment contre votre famille. Le procureur Jean-Bernard Schmid enquête sur l'origine des fonds investis en Suisse...

Je comprends que les autorités suisses doivent entrer en matière sur une requête internationale, même si elle émane d'un dictateur comme Noursoultan Nazarbaïev. Je le comprends mais je le regrette. Les accusations proférées à l'encontre de moi-même et de ma famille sont fondées sur des motifs à caractère politique. Depuis environ deux ans, la pseudo «justice» kazakhe a décidé de monter un dossier visant à m'accuser de blanchiment et d'autres crimes. Je rejette en bloc ces accusations qui ont pour seul objectif de me discréditer et de me faire taire en tant qu'opposant.

Selon la télévision romande RTS, des dizaines de millions ont été séquestrés à Credit Suisse et à la Schroder & Co Bank?

Ces informations de la TV romande sont fausses. J'exhorte les journalistes et les juges suisses à appréhender les informations fournies par le régime kazakh avec la plus grande prudence. La fabrication et la falsification de documents pour motifs politiques, y compris de documents de nature juridique comme celui présenté dans le sujet de la TV romande, sont pratiques courantes au Kazakhstan. Je répète que je n'ai pas et que je n'ai jamais eu de comptes en banque à l'étranger. Dès lors, comment des comptes m'appartenant auraient-ils pu être saisis? Pour éviter tout nouveau malentendu, je précise encore qu'aucun montant n'a été séquestré sur des comptes auprès de ces deux banques appartenant à des membres de ma famille.

Le document en russe cité par la RTS prétend que vos fonctions de maire ont permis à votre épouse de s'enrichir: 70 terrains et bâtiments appartenant à l'Etat auraient été accaparés avec un bénéfice de 250 millions de dollars à la clé...

Ces accusations sont mensongères. Nazarbaïev a adopté les méthodes propagandistes de Goebbels. Plus le mensonge est gros, plus il a des chances de passer. Et plus il est gros, plus il en restera quelque chose dans l'esprit des gens. Tout le monde sait que le régime kazakh ne recule devant aucune manipulation pour acculer ses opposants. Je n'ai jamais tiré aucun profit personnel des postes que j'ai occupés. J'ai été ministre de l'Énergie et des Mines avant d'être maire d'Almaty. Or, contrairement au clan Nazarbaïev qui a spolié les ressources du pays, je ne possède aucune centrale électrique ou gisement minier. Lorsque Nazarbaïev m'a donné des ordres visant à transférer tel ou tel bien à ses proches, je lui ai toujours fait part de mon indignation. C'est la raison pour laquelle il m'a éloigné de ce ministère pour me placer à la tête de la ville d'Almaty.

Il est indiqué que la société KazReallcom, proche de votre épouse, a pu acquérir un jardin d'enfants aux enchères pour 336.934 francs, quand il a été privatisé, et cela grâce à vos fonctions de maire. En 2003, elle l'aurait revendu 13,4 millions...

Face à ce mensonge également, je suis parfaitement tranquille et je suis prêt à collaborer pour réfuter toutes les fausses accusations construites contre moi et ma famille. Il s'agit d'un immeuble qui a été acquis en toute légalité, sur appel d'offres, sans aucun passe-droit, dans le cadre de la privatisation de dizaines de garderie désaffectées ou dont la construction n'avait jamais été achevée du même type. Au moment de l'acquisition, il s'agissait d'une ruine. Après d'importants investissements, l'immeuble a été entièrement rénové. Il comprenait des salles de formation, conformément au cahier des charges imposé par la ville. Leila y a aussi installé la première boulangerie à la française d'Almaty et un atelier de couture avec 50 emplois créés.

Dans son classement des 300 plus grosses fortunes de Suisse, l'an dernier, Bilan vous attribuait 300 à 400 millions et une villa à Coligny. D'où vient cet argent?

A juste titre, *Bilan* nous a sorti de cette liste dans sa dernière édition. Ma famille n'a rien à faire dans ce classement. Je n'ai pas de chauffeur, ni d'avion privé ou de yacht. La villa de Coligny a été achetée par ma fille grâce à un prêt hypothécaire. Aujourd'hui toute notre famille y vit, y compris les parents de ma femme, sa sœur, son mari et leurs deux enfants mineurs. Nous avons aussi un appartement à Genève qui est en travaux. Les chiffres totalement fantaisistes publiés par ce magazine ces deux dernières années nous ont causé beaucoup de tort. Je crains que des membres du clan Nazarbaïev aient fourni de fausses informations au magazine. Et maintenant, la justice kazakhe les utilise comme élément de preuve.

Comment vos ennuis ont commencé avec le président kazakh?

C'est un enchaînement de circonstances qui s'est aggravé avec le mariage, en juillet 2007, de mon fils Ilyas avec la fille de l'opposant Mukhtar Ablyazov, réfugié à Londres. Quand je suis allé annoncer personnellement au président la nouvelle de cette alliance que souhaitaient conclure nos enfants, il a fait grise mine. Par la suite, Mukhtar Ablyazov a fait l'objet des persécutions et le clan présidentiel s'est emparé de ses biens. Nazarbaïev est le roi de la corruption. Il a fait d'un pays vaste comme cinq fois la France son entreprise familiale privée. En toute illégalité, le clan a pris le contrôle total du secteur pétrolier et gazier ainsi que celui des métaux non-ferreux (cuivre, or, etc.). Il a fondé une société qu'il a revendue à Glencore et fondé la société Kazak-Mys qui contrôle

toute l'industrie des métaux non-ferreux. Il contrôle une immense entreprise sidérurgique, à Temirtau (le Combinat sidérurgique de Karaganda), revendue à l'Indien Lakshmi Mittal, mais en conservant une participation. Il contrôle toute l'énergie électrique et thermique du Kazakhstan. Il déclare vouloir combattre la corruption, mais personne n'est dupe. Il a mis le Parlement dans sa poche. Très docile, celui-ci a accepté en 2010 une loi qui interdit de lui demander des comptes. Il a légalisé le culte de la personnalité de Noursoultan Nazarbaïev. Nul n'a le droit de le critiquer ou de divulguer des informations sur les comptes en banque du clan. C'est le code pénal qui s'applique, voire la peine de mort. Près de 99% des médias lui appartient. Il s'est proclamé Leader de la Nation.

Aviez-vous prévu ce déroulement au moment de quitter le pays?

Oui, j'ai voulu couper tous les liens avec ce cirque de bas étage. Les Kazakhs appellent Nazarbaïev «notre petite divinité». Je suis très blessé de cette situation qui frappe un peuple hautement éduqué et cultivé. Je ne comprends pas pourquoi certaines couches de la population kazakhe se montrent aussi dupes. Certains se livrent même à une sorte de compétition pour déterminer qui sera le plus flatteur. Il est traité de «grand pacificateur», d'homme qui a «le cœur dans son cerveau». Deux parlementaires américains l'ont même nommé pour le prix Nobel de la Paix pour avoir évité au monde une catastrophe nucléaire. Moi qui suis né à 200 km du terrain d'essais nucléaires du Kazakhstan, je sais bien qu'il a renoncé à l'arme nucléaire sous la pression de l'opinion populaire, en 1991. D'autre part, Nazarbaïev n'aurait jamais pu conserver les têtes nucléaires restées sur son territoire après l'effondrement de l'Union soviétique. Pour une raison simple: le Kazakhstan ne satisfaisait à aucune des exigences relatives au cycle complet de fabrication d'armes de ce type. Ni la Russie ni les États-Unis n'auraient pu aider le Kazakhstan, même s'ils l'avaient souhaité, car cela aurait



VIKTOR KHRAPUNOV. «Le président kazakh tente de manipuler les médias et la justice suisses».

impliqué qu'ils sortent du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Vous avez quitté le Kazakhstan pour la Suisse en 2007 pour raisons de santé...

C'était le seul moyen de pouvoir quitter le pays. Je détiens trop d'informations sur l'enrichissement illégitime du clan présidentiel. Il a décidé de supprimer tous les témoins de ses erreurs. Le président ne se gêne pas de supprimer physiquement ses opposants. En 2005, mon prédécesseur à la mairie d'Almaty, Zamanbek Nurkadilov, a été tué de trois balles. C'est sa femme qui a trouvé son corps, transpercé de deux balles du côté du cœur et d'une dans la tempe. La version officielle a parlé de suicide! En 2006, un autre opposant a été tué par balles, en même temps que son garde du corps et son chauffeur. Un détachement des forces de l'ordre les avait amené hors d'Almaty et fusillé.

Vous avez pensé que cela pouvait vous arriver à votre tour...

Oui, j'y ai pensé.

Votre demande d'asile politique en Suisse serait-elle liée à la procédure déposée à Genève par les autorités kazakhes pour blanchiment d'argent?

Dans le cadre de la procédure d'asile, nous avons remis à Berne trois classeurs fédéraux avec tous ces éléments accusateurs pour Nazarbaïev. Cette demande a été déposée durant l'été 2011, bien avant le dépôt de la demande d'entraide kazakhe. Ce sont les persécutions exercées contre mes beaux-parents au Kazakhstan qui ont tout déclenché. Sans base légale, on leur a in-

terdit de partir en vacances en Turquie. En conséquence, le père de Leila, âgé de 83 ans, a subi une attaque cérébrale et il a fallu le soigner d'urgence à Moscou. Un avion médicalisé est venu le chercher, mais les autorités ne l'ont pas laissé embarquer. C'est uniquement grâce aux journalistes arrivés à l'aéroport et à un médecin qui a assuré qu'il pouvait décéder d'une minute à l'autre qu'il a été autorisé à partir, après 6 heures d'humiliation. Ma demande d'asile les concerne en même temps que Leila, sa sœur et son mari. Je n'exclus pas que les autorités kazakhes aient souhaité réagir à notre demande d'asile par le biais de leur demande d'entraide.

On a pu lire que l'ouverture de l'enquête pour blanchiment contre Timur Kulibayev, le gendre du président du Kazakhstan, était liée à une dénonciation anonyme de Mukhtar Ablyazov, le père de votre belle-fille. Vous confirmez?

Je ne peux pas l'affirmer car j'ai appris par les médias suisses qu'une enquête avait été ouverte en ce sens. Parmi les documents faisant partie de ce dossier, il y a notamment des virements bancaires incontestables, qui démontrent que Timur Kulibayev a pillé les caisses de l'Etat. Les médias ont également publié l'information concernant le blanchiment par Nazarbaïev, dans les banques suisses, des 100 millions de dollars résultant d'une vente des installations techniques et de moyens logistiques du complexe de télévision et de radio Khabar. Cette transaction avait été réalisée par l'intermédiaire de Saulé Tlevlessova, leur personne de confiance, employée de l'OMPI, camarade d'université de Dariga, la fille aînée de Nazarbaïev et l'ex-épouse de Rakhmat Aliev.

INTERVIEW:
OLIVER GRIVAT

«LES CHIFFRES
TOTALEMENT
FANTAISISTES SUR NOTRE
FORTUNE PUBLIÉS PAR LA
PRESSE CES DEUX
DERNIÈRES ANNÉES NOUS
ONT CAUSÉ DU TORT.»

Substances de synthèse prometteuses à Genève

FIRMENICH.

Un composant de parfums très coûteux devrait être fabriqué en grande quantité grâce à un nouveau procédé.

Les substances de synthèse qui remplacent l'ambre gris dans la fabrication de parfums pourraient coûter moins cher à l'avenir. Des chercheurs genevois ont mis au point une méthode biotechnologique pour en produire de grandes quantités.

L'ambre gris, qu'on trouve dans les intestins des cachalots, était durant des siècles une substance très

précieuse pour la composition de parfums.

Mais les cachalots sont protégés par un accord sur la chasse à la baleine et les prix de l'ambre ont explosé, poussant l'industrie du parfum à développer diverses substances de synthèse, rappelle l'équipe de Laurent Daviet, du groupe genevois Firmenich, spécialiste des parfums et arômes, dans le *Journal of the American Chemical Society*. L'une d'entre elles est l'ambrox, qui est synthétisée à partir du sclaréol, un composé naturel extrait de la sauge sclarée.

Mais cette plante du sud de l'Europe contient peu de sclaréol, qui est donc difficile à extraire. Les

chercheurs genevois ont réussi à isoler les gènes de ces plantes contenant le code pour les enzymes qui produisent le sclaréol. Cet ADN a été introduit dans des bactéries qui ont été multipliées et ont produit de grandes quantités de sclaréol.

«A notre connaissance», il s'agit de «la plus grande concentration de cette substance jamais produite», écrivent les auteurs de l'étude. Selon eux, leur travail offre une base pour obtenir du sclaréol et d'autres substances de ce groupe de manière durable et peu onéreuse. L'ambre gris peut également agir contre le cancer, indique l'American Chemical Society. – (ats)

Les garanties cantonales jugées faibles

PROVIDENCE.

Les syndicats réclament des engagements fermes de la part de GSMN.

Les garanties données par le Conseil d'Etat neuchâtelais dans le cadre de la reprise de l'hôpital de la Providence par le groupe Genolier sont insatisfaisantes. Les syndicats veulent des engagements fermes, notamment en matière de respect intégral de la CCT 21.

«Les prétendues garanties du Conseil d'Etat sont faibles», relevaient hier les syndicats Syna et ssp (syndicat des services publics). En matière d'emploi et de conditions d'engagement, l'exécutif ne dispose de rien d'écrit, affirment-ils. Rien de précis non plus quant à la durée des engagements pris par Genolier.

Face à ces incertitudes, les syndicats veulent des garanties par écrit de la part de Genolier Swiss Medical Network (GSMN). Le groupe privé est tenu de garantir les emplois actuels de l'ensemble des employés de la Providence. Il doit renoncer à toute externalisation.

Aucune sanction ne doit être prise à l'égard des grévistes - une trentaine sur les 340 employés. GSMN ne devra notamment procéder à aucun licenciement, inégalité de traitement, pression ni aucune déduction salariale pour les journées de grève.

Les syndicats demandent le respect de la CCT des métiers de la santé (CCT 21) pour toute la durée du mandat de prestations, au-delà de 2013. Ce mandat doit être annulé si le groupe Genolier refuse d'appliquer la convention collective.

Le Conseil d'Etat neuchâtelais a annoncé mercredi que l'accord conclu avec le GSMN permettait de garantir «les emplois, les revenus, salaires et indemnités, du personnel». – (ats)

PRESSE ÉCRITE: les éditeurs confirment la résiliation de la CCT

En dépit des protestations et de la mobilisation des journalistes romands, les éditeurs ont confirmé leur décision de résilier la convention collective de travail (CCT) de la presse écrite pour fin 2013. Impressum se dit «surpris et déçu» de la position de Médias Suisses. Les éditeurs romands ont confirmé hier à Impressum leur décision de résilier la CCT, a fait savoir l'association professionnelle des journalistes. Les journalistes avaient notamment demandé que l'accord paritaire dénoncé reste en vigueur pendant les négociations pour le remplacer. Le refus de Médias Suisses «ne peut avoir comme conséquence qu'un durcissement et ne sera pas un bon point de départ pour des négociations entre les partenaires», remarque Impressum. L'association des journalistes souligne néanmoins «avec satisfaction» que les éditeurs ont assuré qu'ils n'ont pas l'intention de baisser les salaires nominaux des journalistes, ni de remettre en question les acquis sociaux. – (ats)